



DECLARATION FSU – CSA A DU 21 mars 2025

Madame le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Nous tenons à remercier l'administration d'avoir bien voulu reporter les points prévus à l'ODJ du précédent CSA. Les sujets présentés ce jour sont tout aussi importants que les autres questions pour lesquelles notre instance est compétente, et il nous paraît important de prendre le temps nécessaire aux échanges.

Concernant le bilan LDG mobilité du 2d degré : Cette année encore, le bilan du mouvement traduit la crise forte et maintenant durable d'attractivité que subissent nos métiers. Cette crise s'enracine tellement que l'administration n'est plus en mesure de garantir les missions de service public de nos EPLE faute d'enseignantes et d'enseignants en nombre suffisant. Les postes demeurent vacants, rentrées scolaires après rentrées scolaires. Et même en cours d'année nous ne cessons d'être alertés sur des situations locales où l'administration ne parvient toujours pas à placer un enseignant devant chaque classe. Cette situation n'est malheureusement plus inédite et ne semble pas tendre vers une quelconque amélioration.

Pourtant, nous avons eu des Grenelles, Préau, une formation pendant les vacances, ou encore du PACTE. Tant de mesures annoncées pour redonner de l'attractivité à nos métiers, mais tant de mesures qui échouent à atteindre les objectifs.

La France fait toujours partie des pays de l'OCDE qui rémunèrent le moins bien leurs enseignants tout en faisant partie des pays avec les classes les plus chargées. La crise d'attractivité se traduit par moins de candidats aux concours, mais également plus de départs. Et pour cause, les perspectives d'amélioration de nos conditions de travail, de rémunération ou encore de carrière s'amenuisent.

Gel du point d'indice, suppression de la GIPA, réformes des retraites, des ratios insuffisants d'accès à la classe exceptionnelle, sont autant de mesures qui découragent les collègues.

Quant au bilan des promotions du 2d degré : si nous nous satisfaisons des avancées positives pour la hors classe, nous déplorons les évolutions de la classe exceptionnelle qui ne traduisent en rien les engagements qui avaient été pris en juin 2023 par notre ancien ministre. Par ailleurs, en injectant le mérite comme seule boussole dans cette opération de carrière, et en refusant à une grande majorité de collègues de reconnaître leur engagement tout au long de leur carrière pour le service public par l'octroi d'un double avis TF, l'académie de Lille prend la lourde responsabilité de participer, à sa façon, au désaveu des collègues pour nos métiers. De plus, devons-nous vraiment vous rappeler que le mérite ne pousse pas les enseignants à mieux faire leur travail ? Devons-nous vraiment vous rappeler que le mérite est source d'importantes inégalités ? Devons-nous vraiment vous rappeler que nous sommes toutes et tous méritants, ne serait que pour tenir –parfois seul.es- l'école à bout de bras alors que les politiques ne cessent de participer à la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage des élèves ?

Concernant le bilan VDH : Pour les agents, l'importance de la création de cellules de veille n'est plus à prouver. Au regard de ce bilan 2023/2024 et qui nous est présenté ce jour, les constats sont sans surprise assez similaires aux précédents bilans : les femmes restent majoritairement les victimes présumées des signalements, et les hommes les mis en cause, bien souvent sur des situations s'inscrivant dans le cadre de relations hiérarchiques. Dans les tableaux détaillant les signalements par corps, nous constatons que plus de 50% des personnels mis en cause sont des personnels d'encadrement : pour la FSU, et nous ne cessons de le répéter, il faut prendre en compte cette donnée, prendre les mesures nécessaires et instruire les situations signalées (du recueil des témoignages aux décisions) avec exemplarité. La question des délais et des modalités de traitement après signalement reste problématique et semble désormais être une priorité pour notre académie.